

Le très honorable sir WILFRID LAURIER (premier ministre): La correspondance relative à la loi sur la main-d'œuvre étrangère a été déposée sur le bureau hier.

M. R. L. BORDEN: Je l'ignorais; y a-t-il quelque objection à ce qu'elle soit imprimée?

Sir WILFRID LAURIER: Je ne sais trop. Si mon honorable ami le désire; mais qu'il en prenne connaissance.

M. JAMES CLANCY: Voudra-t-on me dire si la commission émise au juge Winchester le chargeant de s'enquérir au sujet de l'emploi d'étrangers sur le Grand-Tronc-Pacifique a été déposée sur le bureau?

L'honorable sir WILLIAM MULOCK (directeur général des Postes): J'ai l'honneur de déposer sur le bureau la commission en question.

PRIME AUX MINERAIS DE PLOMB.

La Chambre se forme en comité pour examiner le projet de résolution suivant:

Le très honorable sir RICHARD CARTWRIGHT (ministre du Commerce): Le but de cette mesure est de corriger un oubli commis dans le bill voté à la session dernière. On comptait qu'il serait en vigueur beaucoup plus tôt qu'il ne l'a été, la session s'étant tellement prolongée. On comptait qu'il serait en vigueur vers le premier juillet, mais il ne l'a pas été avant le 24 octobre. On se proposait de payer la prime sur ces minerais plombifères à partir du premier juillet, au lieu du vingt-quatre octobre.

M. R. L. BORDEN: Le bill n'aura pas d'autre effet que de fixer la date du premier juillet?

Sir RICHARD CARTWRIGHT: C'est tout l'effet qu'on en attend. Bien entendu, le bill sera placé entre les mains des honorables députés en temps opportun.

M. BELL: A-t-il été payé quelque somme aux termes de cet acte dans le cours du dernier exercice financier?

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Non, pas dans le cours du dernier exercice financier, car le bill n'est entré en vigueur que vers la fin d'octobre. Bien entendu, il a été payé une assez forte somme durant le présent exercice financier.

M. R. L. BORDEN: Je suppose que le très honorable ministre (sir Richard Cartwright) n'est pas en mesure de nous fournir un état à ce sujet pour le moment?

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Je pourrai me procurer les chiffres sous peu. La somme est très considérable, à peu près \$70,000 ou \$80,000. Nombre de demandes nous arrivent constamment.

M. R. L. BORDEN: Le très honorable ministre est-il prêt à nous dire quel effet l'établissement de cette prime a pu avoir sur l'industrie minière en question dans la Colombie Anglaise?

M. R. L. BORDEN.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: D'après les renseignements que j'ai reçus, l'effet a été très marqué; l'exploitation de certaines classes de minerais surtout en a été stimulée. L'acte n'a été sanctionné que le 24 octobre, et l'effet n'a pas été aussi marqué qu'il aurait été autrement.

M. R. L. BORDEN: Le ministre du Commerce voudra-t-il dire s'il a des statistiques comparatives quant à la production de ce minéral dans la province de la Colombie Anglaise depuis que l'acte est en vigueur; je veux dire de la production pour un mois quelconque depuis le 24 octobre, en comparaison des mois correspondants des années précédentes?

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Je pense qu'il existe des renseignements de cette nature.

M. R. L. BORDEN: Le ministre voudra bien, sans doute, fournir ces renseignements quand il présentera le bill?

On fait rapport de la résolution; elle est lue une seconde fois et adoptée.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Demande qu'il lui soit permis de présenter le bill (n°127) modifiant l'acte relatif au paiement de primes au plomb dans les minerais de provenance canadienne.

La motion est adoptée; et le bill lu une première fois.

INSPECTION DES GRAINS.

Le bill (n°113) relatif à l'inspection des grains est lu une seconde fois.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Je propose de renvoyer ce bill à un comité spécial. Le sujet est quelque peu compliqué et demande à être considéré avec soin. Je propose que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de MM. Campbell, Ross (Ontario), Sifton, Douglas, Bickerdike, Talbot, Scott, Henderson, Smith (Wetworth), Wilson et Robinson (Elgin-ouest), ce dernier représentant le groupe indépendant.

M. MACLEAN: Les marchands de grain auront-ils l'occasion de se faire représenter devant le comité?

Sir RICHARD CARTWRIGHT: Le comité est nommé dans ce but. Je renvoie le bill à un comité spécial, afin que toutes les parties puissent être entendues.

M. R. L. BORDEN: Sans doute, c'est une précaution très sage, mais qu'on ne prend pas d'ordinaire. Peut-être l'honorable ministre sera-t-il assez bon pour nous en donner la raison.

Sir RICHARD CARTWRIGHT: La plupart des dispositions de ce bill ne sont nullement nouvelles. De temps à autre l'acte général d'inspection a été modifié, en ce qui regarde l'inspection des grains, et il n'a pas